

Montpellier, le 30 octobre 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 2024-10-DRCL-0540

Modification du phasage d'exploitation, du phasage de remise en état et du montant des garanties financière se rapportant à la carrière CMSE située sur la commune de Carlencas-et-Levas

Le préfet de l'Hérault

- VU** les livres I et V du Code de l'environnement, notamment les articles R.181-45 R.181-46-II et R.516-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013-01-1201 du 19 juin 2013, autorisant la société Carrières de Carlencas à exploiter une carrière de sables dolomitiques et de dolomies sur la commune de Carlencas-et-Levas, aux lieux-dits « Combelongue et Roqueronde » et « Maillourènes » pour une durée de 20 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire de changement d'exploitant n°2021/01/246 du 18 mars 2021 au bénéfice de la société CMCA devenue CMSE ;
- VU** le porter à connaissance adressé au préfet le 30 août 2024 relatif aux modifications du phasage d'exploitation, à la modification du phasage de la remise en état, et des montants des garanties financières relatives à l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'ensemble des pièces jointes à la demande susvisée ;
- VU** l'avis du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDÉRANT que la demande de modifications sollicitées par le porter à connaissance susvisé doit être instruite selon les dispositions de l'article R.181-46-II du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette demande ne nécessite pas les consultations prévues à ce même article du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît cependant nécessaire de fixer les modifications sollicitées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Le pétitionnaire entendu,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} - Objet

La société Carrières et Matériaux du Sud-Est (CMSE) dont le siège social est situé 855, rue René Descartes, AIX-EN-PROVENCE (13100) est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière de sables dolomitiques et de dolomies sur la commune de Carlencas-et-Levas, aux lieux-dits « Combelongue et Roqueronde » et « Maillourènes » selon le plan de phasage joint en annexe I du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Ce plan de phasage remplace et annule celui établi par ENCEM en mars 2012 et joint au dossier de demande d'autorisation d'exploiter ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013.

Il porte sur les phases d'exploitation quinquennales 2023-2028 et 2028-2033.

ARTICLE 2 - Garanties financières

Les montants des garanties financières à constituer pour la période restante de l'exploitation, sont les suivants, en remplacement de ceux fixés à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral n°2013-01-1201 du 19 juin 2013 :

- période 10 à 15 ans soit de 2023 à 2028 (jusqu'au 19 juin 2028) : 212 660 € TTC
- période 15 à 20 ans soit de 2028 à 2033 (à l'échéance de l'autorisation) : 124 734 € TTC

Ces montants ont été calculés avec un indice TP01 fixé à 129,8 (valeur de juin 2024 publiée en août 2024) et une TVA fixée à 20% .

Le document attestant de la constitution des garanties financières pour le montant précisé ci-dessus pour la première phase quinquennale est à transmettre à l'inspection des installations classées dès la signature du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - Remise en état après exploitation

Les modalités de remise en état du site restent inchangées par rapport à celles inscrites à l'article 6.3.8 de l'arrêté préfectoral n° 2013-01-1201 du 19 juin 2013.

Les plans topographiques de la remise en état coordonnée de la carrière pour les deux phases d'exploitation quinquennales restantes ainsi que le plan de réaménagement final sont joints en annexe II du présent arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 4 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Carlencas-et-Levas et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire de la commune et adressé à la préfecture de l'Hérault ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5 - Exécution

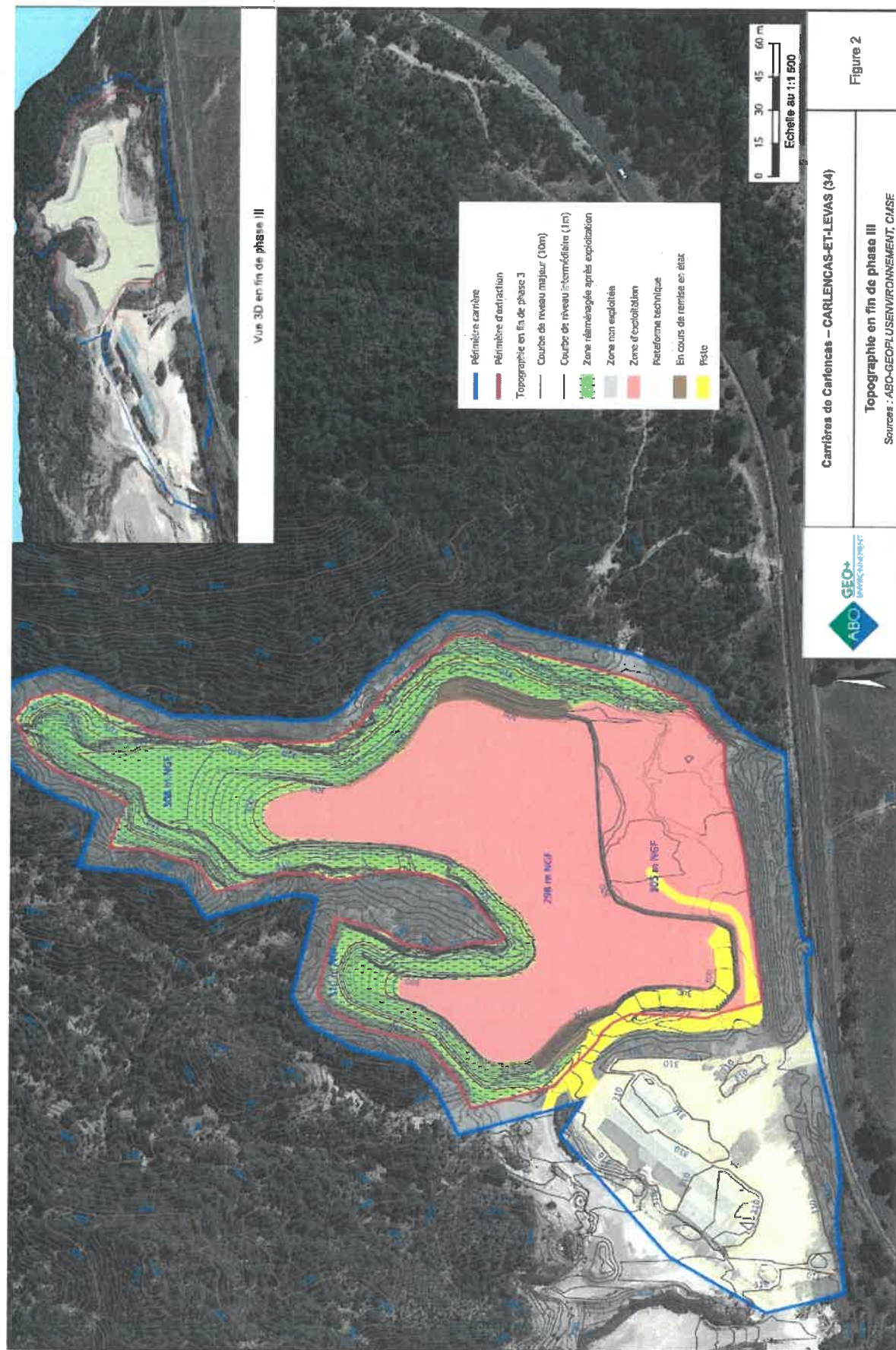
Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault,
le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
Madame le maire de Carlencas-et-Levas
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie
conforme leur est notifiée ainsi qu'à la Société CMSE.

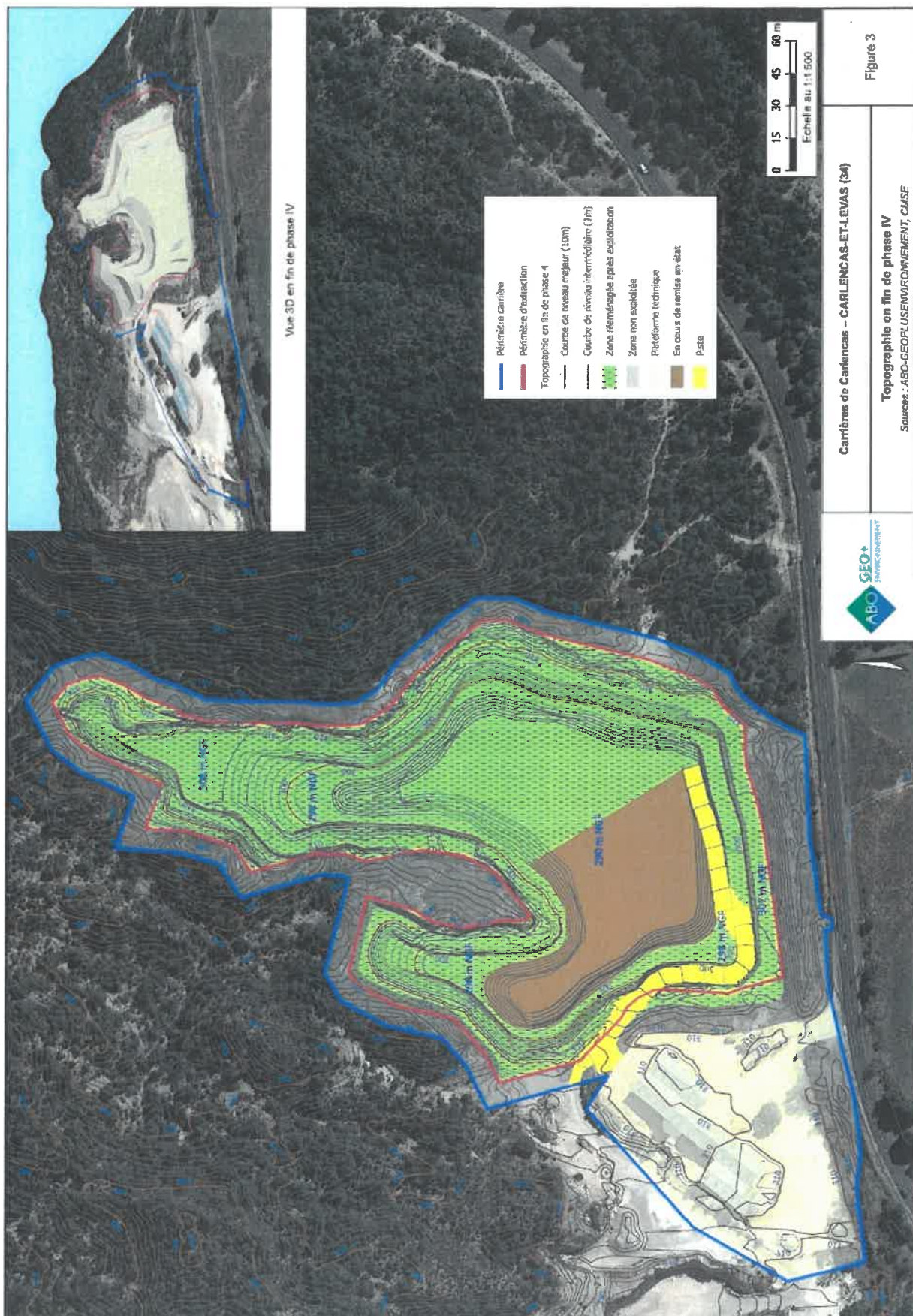
Le préfet,
~~Pour le préfet et par délégation,~~
~~Le secrétaire général adjoint~~
Guillaume RAYMOND

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr

Annexe I





Carrières de Carliencas - CARLENCAS-ET-LEVAS (34)

Topographie en fin de phase IV

Sources : ABO-GEOPLUSENVI/IRONNEMENT, CAUSE

Figure 3



Annexe II

